

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DANS LES RÉGIONS EXTRACTIVES :

le regard de la jeunesse sur la gouvernance locale



Enquête d'opinion
Cas du gouvernorat de Tataouine et de Médenine

Les élections municipales dans les régions extractives : le regard de la jeunesse sur la gouvernance locale

Enquête d'opinion

Cas du gouvernorat de Tataouine et de Médenine

AVANT PROPOS

Le présent rapport présente une synthèse des résultats de l'enquête sur la perception des jeunes de Médenine et Tataouine sur la gouvernance locale et la gestion des ressources naturelles réalisée par I WATCH et Avocats Sans Frontières, dans le cadre du projet GESRNA : **Contribuer à rendre la société civile actrice de la gouvernance locale en matière de gestion des ressources naturelles et dans le respect des droits humains, financé par L'Union Européenne.**

Elaboré par **DhiaElhak AMMAR**
Ingénieur statisticien analyste de l'information

LE PROJET GESRNA



Depuis le 1^{er} septembre 2015, ASF et IWatch mettent en œuvre le projet « **GESRNA** » - Appui à la société civile dans la gestion des ressources naturelles dans les gouvernorats de Tataouine et Médenine.

Le projet se fixe comme objectif global de contribuer au renforcement de l'Etat de droit et au développement durable en Tunisie, en partant de l'échelon local. Plus spécifiquement, le projet entend soutenir l'implication et la participation constructive de la société civile tunisienne dans la planification locale des projets de développement et de l'aménagement du territoire et de mettre ainsi en œuvre les principes constitutionnels et de gouvernance locale participative, notamment dans la gestion des ressources naturelles.

AVOCATS SANS FRONTIERES



Avocats Sans Frontières (ASF) est une ONG internationale basée à Bruxelles qui a pour mission de contribuer à la réalisation d'une société juste et équitable, dans laquelle le droit est au service des personnes et groupes en situation de vulnérabilité.

ASF est présente au Burundi, en RDC, en Ouganda, au Tchad, en République Centrafricaine, en Zambie, en Indonésie, au Myanmar, au Maroc et en Tunisie. Des projets transnationaux sont développés depuis le siège de l'association à Bruxelles, en synergie avec les missions permanentes. Afin de garantir l'efficacité et la durabilité de ses projets, ASF travaille en étroite collaboration avec les avocats et les organisations de la société civile des pays d'intervention.

I WATCH



I Watch est une organisation tunisienne indépendante et à but non lucratif qui lutte contre la corruption financière et administrative et œuvre à la promotion de la transparence. I Watch est le point de contact officiel de Transparency International depuis 2013. Elle est basée sur deux principes fondamentaux :

- 1- Non à l'exclusion : I Watch n'exclut personne sur la base de critères religieux, politiques, idéologiques ou régionaux.
- 2- Non à la mise sous tutelle : I Watch croit en les capacités des jeunes tunisiens à l'origine de la révolution et promeut leur intégration dans les processus de prise de décision tout en refusant leur mise sous tutelle sous prétexte de manque d'expérience.

REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont vers les habitants de toutes les délégations de la région de Tataouine et de Médenine, pour le temps accordé et l'accueil chaleureux lors de nos enquêtes de terrain.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures	07
I. NIVEAU D'OPTIMISME DE JEUNES ET LEUR SENTIMENT D'APPARTENANCE	12
1. Vision d'avenir	12
L'attachement territorial.....	12
2. Perception des conditions de vie	13
II. DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET ELECTIONS MUNICIPALES	15
1.Intention de participation aux élections municipales	15
2.Intérêt général envers la politique	18
3.Participation des jeunes à la vie sociale et politique	18
III. LA CONFIANCE DE JEUNES ENVERS LES INSTITUTIONS ETATIQUES	20
IV. LES PRIORITÉS DE JEUNES	22
V. PERCEPTION DES RESSOURCES NATURELLES CHEZ LES JEUNES	24
1. Connaissance en matière de ressources naturelles	24
2. Perception de la transparence dans la gestion des ressources naturelles	24
VI. DEGRE D'ENGAGEMENT DES JEUNES	28
RECOMMANDATIONS	30
ANNEXE 1 : METHODOLOGIE	31
ANNEXE 2 : LE QUESTIONNAIRE (en arabe)	33
ANNEXE 3 : PHOTOS DU SONDAGE	40

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : NIVEAU D'OPTIMISME DES JEUNES	12
FIGURE 2 : SENTIMENT D'APPARTENANCE DES JEUNES	12
FIGURE 3 : PERCEPTION DES JEUNES VIS A VIS LEURS CONDITIONS DE VIE	13
FIGURE 4 : PERCEPTION DES JEUNES VIS A VIS LEURS CONDITIONS DE VIE PAR GOUVERNORAT ..	13
FIGURE 5 : PERCEPTION DES JEUNES VIS A VIS LEURS CONDITIONS DE VIE PAR GENRE ...	13
FIGURE 6 : EVOLUTION DES CONDITIONS DE VIE DES JEUNES	14
FIGURE 7 : CONNAISSANCE DE LA TENUE DES ELECTIONS MUNICIPALES	15
FIGURE 8 : AVIS DES JEUNES SUR L'IMPORTANCE DES ELECTIONS MUNICIPALES	15
FIGURE 9 : TAUX D'INSCRIPTION DES JEUNES SUR LES LISTES ELECTORALES (JUSQU'AU DECEMBRE 2017)	16
FIGURE 10 : TAUX D'INSCRIPTION DES JEUNES SUR LES LISTES ELECTORALES PAR GOUVERNORAT	16
FIGURE 11 : TAUX D'INSCRIPTION DES JEUNES SUR LES LISTES ELECTORALES PAR TRANCHE D'AGE	16
FIGURE 12 : INTENTION D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES EN CAS DE REOUVERTURE DE L'INSCRIPTION	16
FIGURE 13 : INTENTION D'ALLER VOTER AUX PROCHAINES MUNICIPALES	17
FIGURE 14 : PERCEPTION DES JEUNES SUR LA TRANSPARENCE DES MUNICIPALES	17
FIGURE 15 : PERCEPTION DES JEUNES SUR LA TRANSPARENCE DES MUNICIPALES PAR GOUVERNORAT	17
FIGURE 16 : NIVEAU DE CONNAISSANCE DU CODE DES COLLECTIVITES LOCALES	18
FIGURE 17 : INTERET DES JEUNES A LA POLITIQUE	18
FIGURE 18 : DEGRE D'IMPLICATION AUPRES D'UNE ORGANISATION DE LA SOCIETE CIVILE	19
FIGURE 19 : DEGRE D'IMPLICATION AUPRES D'UNE ORGANISATION DE LA SOCIETE CIVILE PAR TRANCHE D'AGE	19

LISTE DES FIGURES

FIGURE 20 : DEGRE D'IMPLICATION AUPRES D'UN PARTI POLITIQUE	19
FIGURE 21 : NIVEAU DE CONFIANCE ENVERS LES INSTITUTIONS ETATQUES, LA SOCIETE CIVILE ET LE MEDIA	20
FIGURE 22 : PREMIERE PRIORITE DES JEUNES	22
FIGURE 23 : DEUXIEME PRIORITE DES JEUNES	22
FIGURE 24 : PREMIERE PRIORITE DES JEUNES PAR GOUVERNORAT	23
FIGURE 25 : DEGRE DE CONNAISSANCE DES JEUNES EN TOUT CE QUI CONCERNE LES RESSOURCES NATURELLES DE LA REGION	24
FIGURE 26 : CONNAISSANCE DES DONNEES PUBLIEES PAR LE GOUVERNEMENT	24
FIGURE 27 : PERCEPTION DES JEUNES SUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ...	25
FIGURE 28 : PERCEPTION DES JEUNES SUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ...	25
FIGURE 29 : CONFIANCE ATTRIBUEE AUX DONNEES PUBLIEES PAR LE GOUVERNEMENT ET LES SOCIETES D'EXPLOITATION	26
FIGURE 30 : PERCEPTION DES JEUNES SUR LE ROLE DES SOCIETES D'EXPLOITATION DANS LA REGION	26
FIGURE 31 : NIVEAU DE TRANSPARENCE DES SOCIETES D'EXPLOITATION SELON LES JEUNES ...	27
FIGURE 32 : PERCEPTION DU ROLE DU CITOYEN DANS LES REVENDICATIONS D'ACCROISSEMENT DE LA TRANSPARENCE	28
FIGURE 33 : PERCEPTION DU ROLE DU CITOYEN DANS LES REVENDICATIONS D'ACCROISSEMENT DE LA TRANSPARENCE PAR GOUVERNORAT	28
FIGURE 34 : INTENTION D'IMPLICATION DES JEUNES DANS LES REVENDICATIONS DU RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE	28
FIGURE 35 : INTENTION D'IMPLICATION DES JEUNES DANS LES REVENDICATIONS DU RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE PAR GOUVERNORAT	29
FIGURE 36 : INTENTION D'ADHESION A UNE ASSOCIATION QUI ŒUVRE SUR LA TRANSPARENCE DANS LE SECTEUR ENERGETIQUE	29

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

1) Le contexte de l'enquête

Les régions du sud de la Tunisie sont confrontées à des défis sociaux, économiques et environnementaux fondamentaux, notamment en matière de lutte contre le chômage, la pollution et la désertification. Toutefois, ces régions disposent d'un potentiel important en ressources naturelles, telles que les énergies fossiles (pétrole, gaz) ou encore les richesses du sol. Ces ressources sont gérées par des entreprises publiques et privées sans véritable participation des citoyens. Depuis la Révolution, le sud de la Tunisie est traversé par de nombreux mouvements sociaux revendiquant un meilleur partage des richesses issues de l'exploitation des ressources naturelles.

Avec l'adoption de la nouvelle Constitution tunisienne, un nombre important de réformes devraient être mises en place, notamment en relation avec la décentralisation et la participation active des citoyens aux processus décisionnaire qui concernent leur territoire et le modèle de développement.

Selon le dernier Indice de perception de la corruption de Transparency International¹ publié en février 2018, la Tunisie récolte un faible score dans la lutte contre la corruption, en s'établissant à la 74ème place sur les 180 pays objets de l'étude. Cela indique que les citoyens tunisiens demandent plus de transparence dans les institutions et dans la gestion des ressources du pays.

Les élections municipales de 2018 scelleront la mise en œuvre de certains acquis constitutionnels relatifs à la décentralisation. Il sera donc fondamental que les citoyens s'approprient des enjeux liés aux projets de développement locaux et puissent créer des espaces de dialogue structurés avec les élus ayant remporté les élections.

2) Les objectifs de l'enquête

Le présent sondage s'inscrit dans le cadre du projet GESRNA, dans le but d'étudier la perception des jeunes de Tataouine et Médenine sur la gouvernance locale et la gestion des ressources naturelles.

L'enquête répond à deux objectifs distincts mais interconnectés. D'une part, permettre, aux jeunes citoyens des deux régions d'exprimer leurs attentes en matière de démocratie locale et de gestion durable des ressources naturelles; et, d'autre part, permettre aux candidats/élus d'apprécier le degré de confiance que les citoyens accordent aux institutions locales, dans l'espoir qu'ils entament au mieux leur mandat, que, nous l'espérons, comportera des actions importantes en matière de démocratie participative et de gouvernance ouverte.

3) Cible de l'enquête

Les deux gouvernorats de Tataouine et de Médenine sont situés au sud-est de la Tunisie. Ils regroupent au total 17 délégations (10 délégations sur Médenine et 7 sur Tataouine) étendues sur 48056 km² et regroupant une population de 628 973 habitants². Notre zone d'étude regroupe la totalité des communes des deux régions.

D'après des chiffres publiés par l'Institut national de la statistique (INS), le Sud-est représente un fort taux de chômage de 24,3% par rapport au taux national.

L'économie du gouvernorat de Tataouine est exclusivement liée aux industries extractives, quant à Médenine, l'activité économique est liée essentiellement à l'agriculture et au tourisme.

¹ https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017

² Recensement de 2014 (Institut national de la statistique)

Notre enquête est réalisée de manière aléatoire, sur la perception des acteurs locaux sur trois thèmes principaux : les richesses naturelles, la démocratie participative et la transparence.

La population cible, ce sont les jeunes résidents dans deux gouvernorats âgés entre 18 et 35 ans. Au total 650 personnes ont été sondées sur une période d'un mois (du 13 novembre au 13 décembre 2017).

4) Principales conclusions du sondage

Les résultats de l'enquête laissent transparaître des conclusions qui, d'un premier abord, pourraient sembler contradictoires. En réalité, un fil conducteur relie la plupart des réponses des jeunes sondés : la forte méfiance vis-à-vis des institutions étatiques.

Ainsi, par exemple, en relation à leur avenir, les jeunes se disent majoritairement optimistes, malgré les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien et les incertitudes auxquelles ils font face. Cependant, lorsqu'on décentre la question vers leur région ou la Tunisie, leur optimisme se ternit progressivement.

La distance entre l'Etat et les jeunes, ne semble toutefois avoir un impact majeur sur leur attachement à leur territoire et à la Tunisie en général. Au contraire, il ressort des résultats du sondage un fort sens d'appartenance des jeunes à leur identité régionale et tunisienne.

Il prévaut un sentiment diffus d'immobilisme de la part de l'Etat en matière de réformes destinées à améliorer les conditions de vie des régions du sud. Seulement 1 sondé sur 3 estime que ses conditions de vie se seraient améliorées au cours des trois dernières années, alors que l'écrasante majorité dit avoir assisté au maintien du statu quo, voire à une détérioration. Pire, ils sont majoritaires à ne nourrir aucun espoir de voir leurs conditions de vie s'améliorer au cours des trois prochaines années, alors qu'à Tataouine, plus d'1 jeune sur 4 estime avoir vu sa situation se détériorer. Ce sont les femmes à garder un certain optimisme envers l'avenir, si comparées à leurs pairs de sexe masculin.

En relation à l'imminente échéance électorale, il est dommageable de constater que la stratégie d'information et de promotion des élections ne semble pas avoir été suffisamment pensée pour atteindre les jeunes électeurs des régions.

Si la majorité des jeunes sondés a conscience de l'importance de ces élections, seulement 1 sondé sur 2 était inscrit aux listes électorales au moment du sondage, à savoir 1 mois avant le terme des inscriptions. Donnée encore plus alternante, ce seront probablement les plus jeunes à participer le moins au premier scrutin municipal, car seulement 38% parmi les 18-24 ans étaient inscrits aux listes électorales. Signal d'une forte méfiance, les non-inscrits ne songeaient pas à remédier, bien qu'ils en aient encore la possibilité. Cette méfiance à l'égard de l'institution du vote semble liée à la méfiance vis-à-vis du processus électoral lui-même.

Seulement 3 sondés sur 10 expriment leur confiance dans le processus tel qu'organisé par l'Etat et ses institutions compétentes. Cette donnée est encore plus faible à Tataouine. D'après ces résultats, il est possible de présager qu'on assistera, dans les deux régions, à un taux de participation des jeunes inférieur aux élections précédentes.

Ce désenchantement vis-à-vis des institutions et de la prochaine tournée électorale n'est pas pour autant un indicateur d'indifférence à la politique et à la gestion de la chose publique. Ils sont de loin majoritaires les sondés qui disent croire au pouvoir citoyen et qui seraient prêts à s'investir personnellement dans la gouvernance dans leur territoire. Cependant, il est très faible le taux de participation au sein des organisations de la société civile, et encore plus faible au sein des partis politiques. Ici, le problème semble résider davantage dans le manque d'offre et dans des obstacles à l'accès aux corps intermédiaires présents dans les régions.

Si la méfiance dans les institutions de l'Etat et les partis politiques semble extrêmement diffuse, seul l'échelon local fait exception, avec un taux de confiance relativement positif vis-à-vis des délégations locales. Ce sont les forces de l'ordre

(armée et police) à remporter la confiance des jeunes. Bien que cela puisse sembler curieux, ce résultat pourrait s'expliquer par la proximité et la connaissance mutuelle.

Sans surprise, ce sont les questions liées à l'emploi et à la lutte contre le chômage qui apparaissent comme prioritaires pour les jeunes sondés, alors que la lutte contre le terrorisme et la sécurité ne viennent spontanément à l'esprit que du 1% des sondés.

Tout en étant le secteur principal en matière de développement économique, les ressources naturelles demeurent fortement méconnues par les jeunes, qui déclarent en grande majorité ne pas être suffisamment informés. Cette faible information peut expliquer la méfiance qui entoure ce secteur, objet bien souvent de bras de fer entre les compagnies et les travailleurs des régions. 69% des sondés expriment leur méfiance dans la gestion actuelle des ressources naturelles, qui, d'après la majorité des sondés, n'apporterait pas de retombées positives sur le développement régional.

Fait étonnant, le rôle de l'Etat, notamment par son entreprise, ETAP, est très peu perçu. Les jeunes pensent en effet que la gestion des ressources naturelles ne relève que des compagnies étrangères privées. Ces derniers pensent que l'Etat manque à son devoir de contrôle et de suivi sur les sociétés d'exploitation et que le cadre législatif actuel relatif au secteur ne permet d'assurer la redevabilité des sociétés d'exploitation.

Parallèlement, les jeunes estiment que les sociétés extractives sur le territoire n'agissent pas en transparence quant à la communication sur leurs activités d'exploitation.

I. NIVEAU D'OPTIMISME DE JEUNES ET LEUR SENTIMENT D'APPARTENANCE :

Dans cette première partie de l'enquête nous sommes intéressés à la vision d'avenir des jeunes, leur niveau d'optimisme et leur sens d'appartenance à leurs régions, d'une part et à la Tunisie, d'autre part.

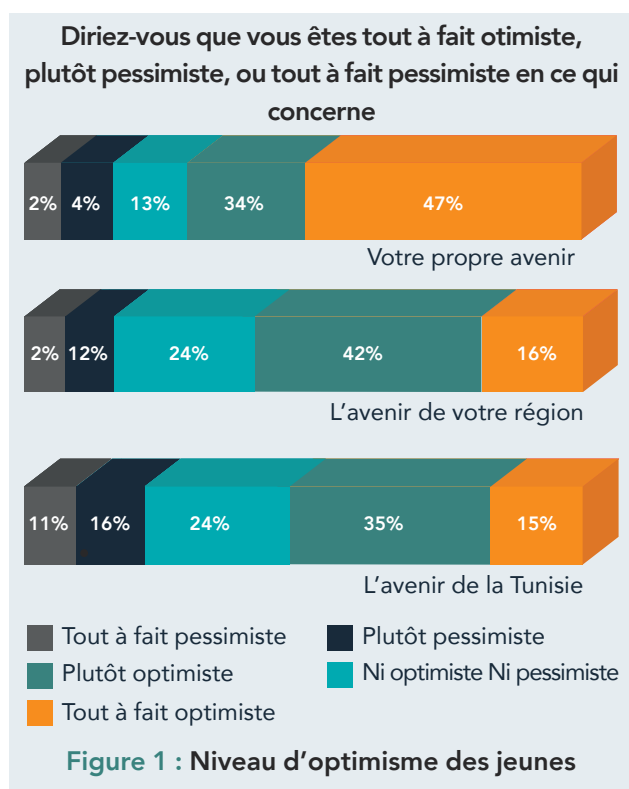
1. Vision d'avenir :

Il est intéressant de noter que, relativement à cette question, l'optimisme des jeunes décroît s'ils s'interrogent sur l'avenir de leur région et de la Tunisie.

En effet, les sondés demeurent confiants sur leur propre avenir. La majorité absolue des jeunes sondés (**82%**) se déclarent être optimistes (dont **47%** tout à fait optimistes).

Les répondants restent relativement optimistes quant à l'avenir de leurs régions, avec, **58%** d'optimistes contre **19%** qui se déclarent pessimistes.

Cependant, seulement un sondé sur deux se déclare optimiste ou très optimiste relativement à l'avenir de la Tunisie, tandis que **16%** avouent être « plutôt pessimistes » et **11%** « tout à fait pessimistes ».



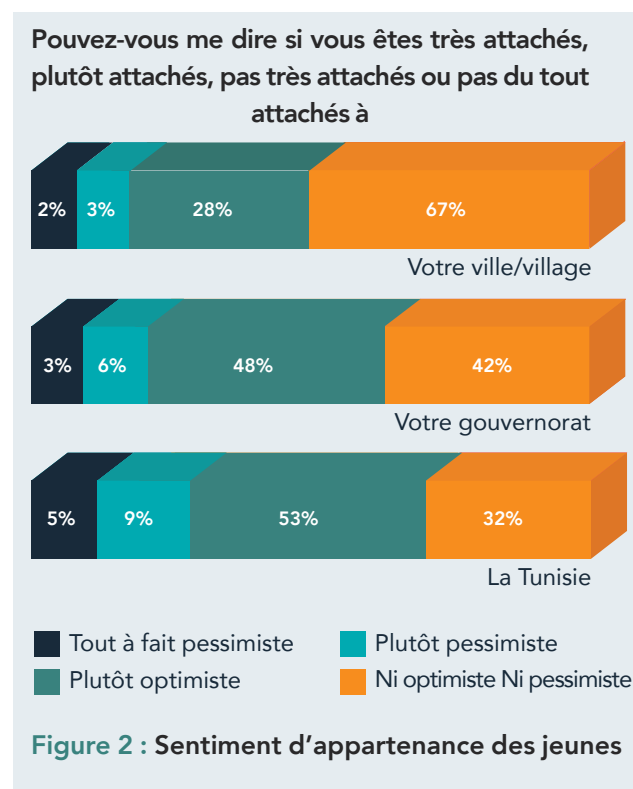
L'attachement territorial :

Les jeunes sondés sont fortement attachés à leur territoire communal (ville/village).

94% des sondés déclarent être attachés à leur ville/village dont **67%** « très attachés ».

Le résultat est presque identique à l'échelle régionale: **90%** des sondés se disent attachés à leur gouvernorat. Quant à l'attachement à la Tunisie **86%** des jeunes se déclarent attachés dont **32%** « très attachés ». A contrario, **14%** de jeunes ne se sentent pas attaché au pays.

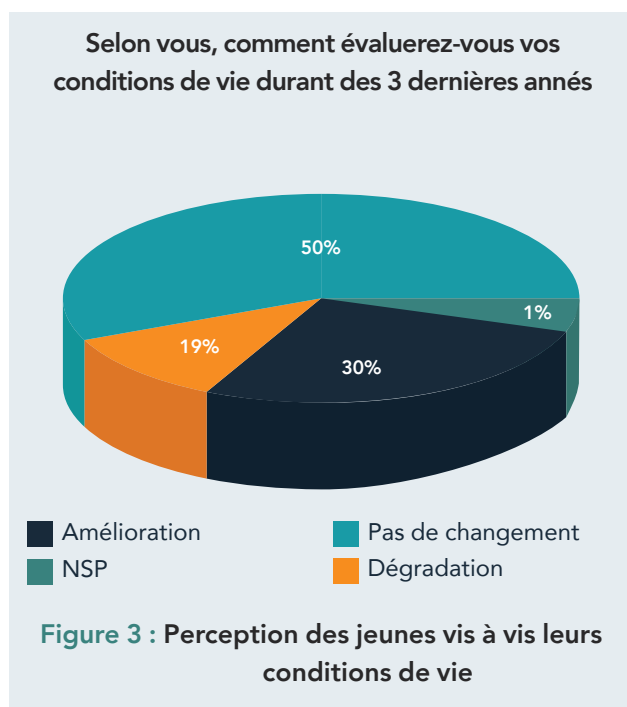
Les jeunes se sentent prioritairement attachés à leurs villes/villages et le niveau d'attachement diminue proportionnellement à l'échelon territorial pris en compte.



2. Perception des conditions de vie :

On a demandé aux sondés de s'exprimer sur leurs conditions de vie durant les trois dernières années.

Le sentiment que les conditions de vie n'ont pas vraiment évoluées prédomine parmi les jeunes interrogés (**50%**). **30%** estiment qu'elles se sont améliorées et **19%** considèrent qu'au contraire, elles se sont détériorées.



Il existe cependant des divergences considérables entre les deux régions. En effet, si à Médenine seulement **17%** des jeunes pensent que leurs conditions de vie se sont dégradées, à Tataouine, **27%** des sondés (soit **8** points au-dessus de la moyenne) estiment qu'elles se sont détériorées.

Malgré leur optimisme, seuls **55%** des jeunes sondés estiment que leurs conditions de vie pourraient s'améliorer dans les trois prochaines années. Un jeune sur cinq (**20%**) est incertain, **17%** pensent que rien ne va changer dans les trois ans à venir et **7%** prévoient une dégradation de leurs conditions de vie.

Selon vous, comment vos conditions de vie ont-elles évoluées au cours des trois dernières années écoulées :

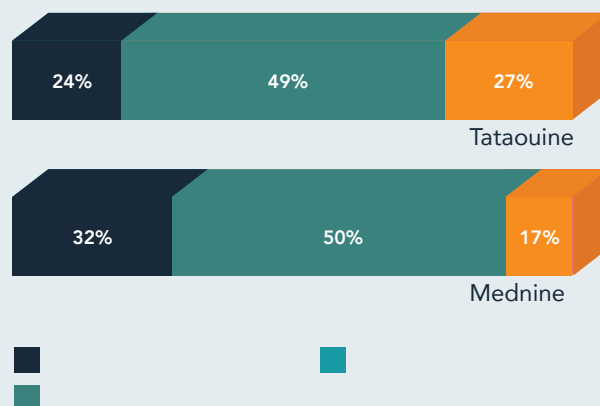


Figure 4 : Perception des jeunes vis à vis leurs conditions de vie par gouvernorat

Parmi l'échantillon étudié, les femmes sont plus optimistes avec **60%**, contre **46%** pour les hommes.

Selon vous, vos conditions de vie au cours des trois dernières années écoulées :

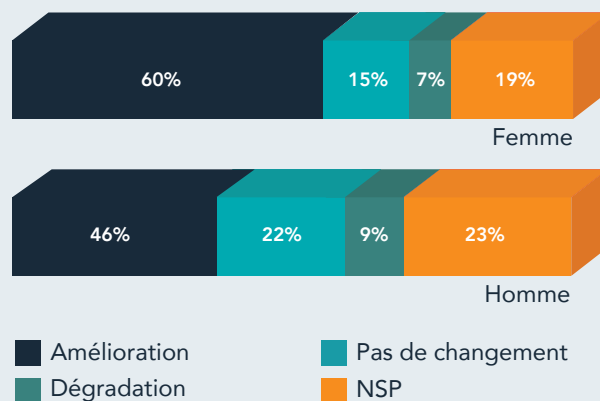
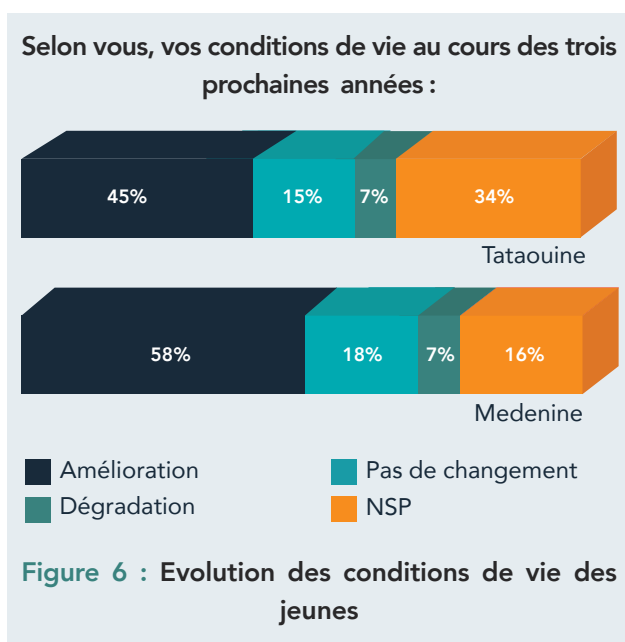


Figure 5 : Perception des jeunes vis à vis leurs conditions de vie par genre

Les jeunes de Tataouine se sont montrés moins optimistes en ce qui concerne l'amélioration de leurs conditions de vie. En effet, seuls **45%** des sondés à Tataouine (contre **58%** des jeunes de Médénine) estiment que leurs conditions de vie vont s'améliorer.



II. DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ET ELECTIONS MUNICIPALES :

1. Intention de participation aux élections municipales :

Un jeune sur quatre (**25%** des sondés) n'a pas connaissance³ de la tenue des élections municipales. Un pourcentage qui traduit la nécessité d'améliorer la promotion de la part des Institutions de l'Etat, de l'instance supérieure indépendante pour les élections (l'ISIE), des médias, des partis politiques et d'autres corps intermédiaires.

Etes-vous au courant que les élections municipales se tiendront prochainement en Tunisie?

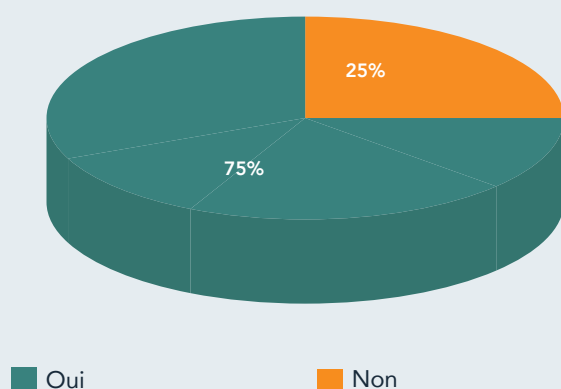


Figure 7 : Connaissance de la tenue des élections municipales

Parmi ceux qui sont au courant de la tenue du scrutin, seulement **68%** (**49%** des sondés) sont au courant du report des élections pour la date du 6 mai 2018. Parmi eux, seulement **60%** (**29%** de tous les sondés) connaissent la première date des élections, avant le report.

L'opinion des jeunes interrogés est divisée en ce qui concerne l'importance des municipales. **31%** trouvent que les élections municipales sont moins importantes que les législatives et les présidentielles, **28%** pensent le contraire (les municipales sont plus importantes) et **27%** pensent qu'il n'y a pas de différence entre les trois élections et qu'elles ont la même

importance. Les jeunes ont donc conscience de l'importance d'un tel scrutin, et plus de la moitié des sondés lui accordent une importance égale ou supérieure aux scrutins nationaux.

A votre avis les élections municipales sont:

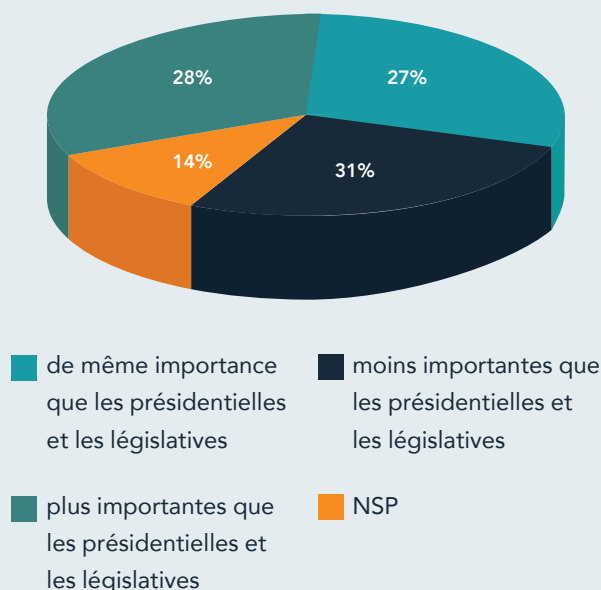


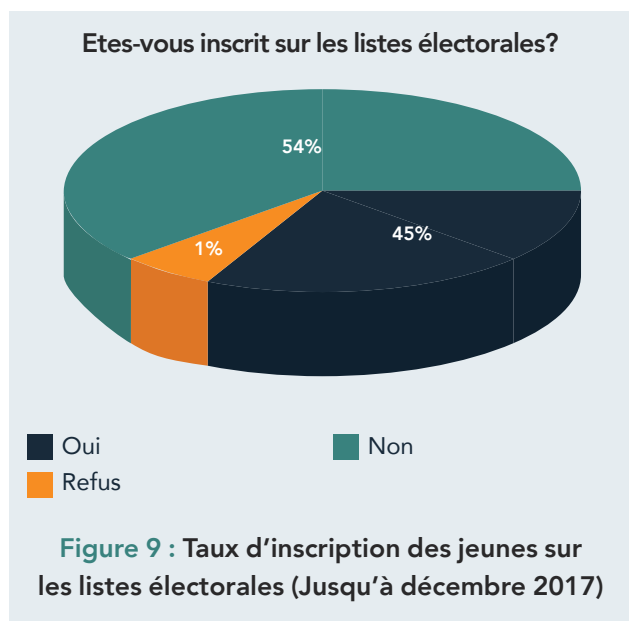
Figure 8 : Avis des jeunes sur l'importance des élections municipales

Les hommes et les femmes ne partagent pas le même avis en ce qui concerne l'importance des municipales. En fait, **34%** des femmes (contre **24%** des hommes) jugent les municipales moins importantes que les législatives et les présidentielles.

Malheureusement, moins d'un jeune sur deux (**45%** des jeunes sondés) est inscrit sur les listes électorales.⁴

³ A la date de l'enquête : novembre –décembre 2017

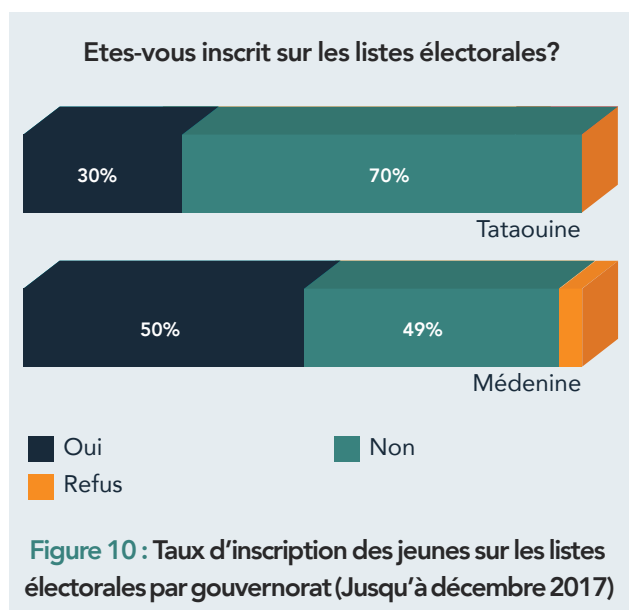
⁴ A la date de décembre 2017



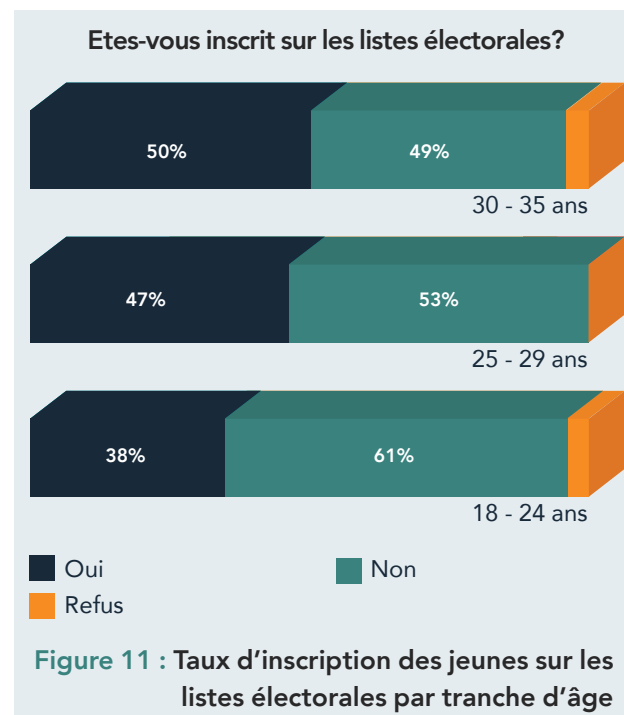
Ce taux d'inscription varie entre les deux gouvernorats. Il est dramatiquement beaucoup plus bas à Tataouine où seuls **30%** des jeunes sont inscrits.

Deux jeunes sur trois ne pourront donc pas exprimer leur vote aux prochaines élections.⁵

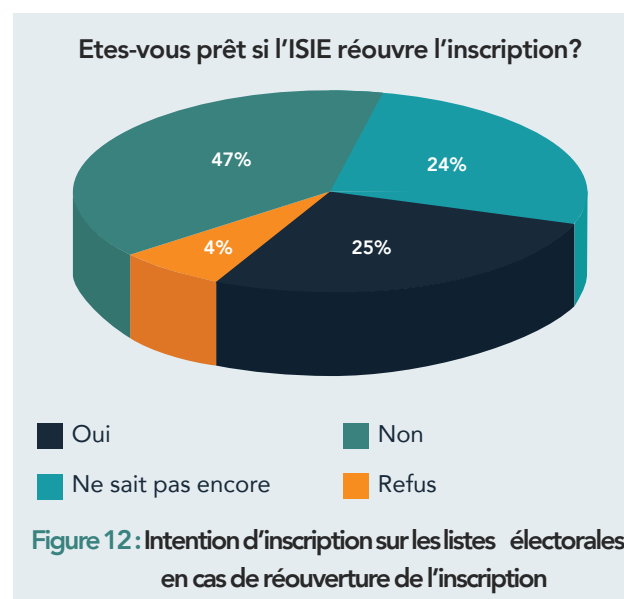
A Médenine un jeune sur deux (**50%**) est inscrit sur les listes électorales.



Par ailleurs, le taux d'inscription sur les listes électorales croît proportionnellement avec l'âge des sondés. **38%** est le taux d'inscription des jeunes âgés entre 18 et 24 ans. Ce taux augmente graduellement jusqu'à atteindre les **50%** chez les trentenaires.

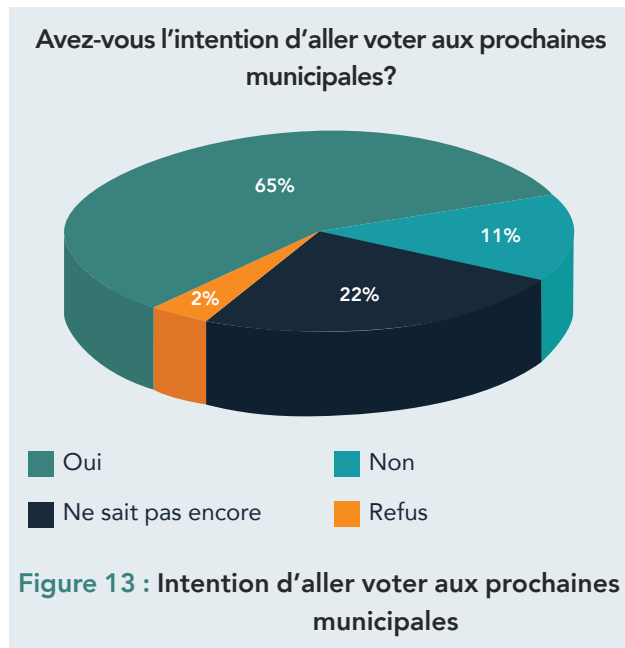


Parmi ceux qui ne sont pas inscrits : **25%** sont prêts à s'inscrire si l'ISIE prolongeait le délai d'inscription. Au contraire, **47%** déclarent ne pas vouloir entamer aucune démarche, alors qu'un sondé sur quatre est encore dubitatif.

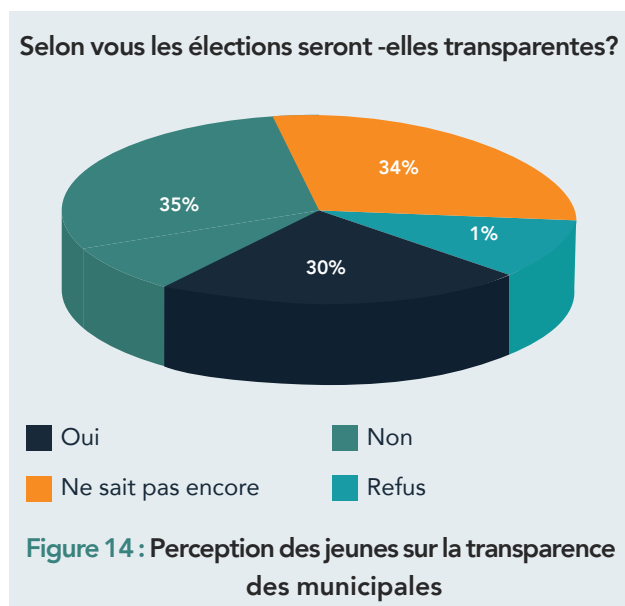


⁵ La date de la clôture de l'inscription aux listes électorales a été fixée au 6 janvier 2017.

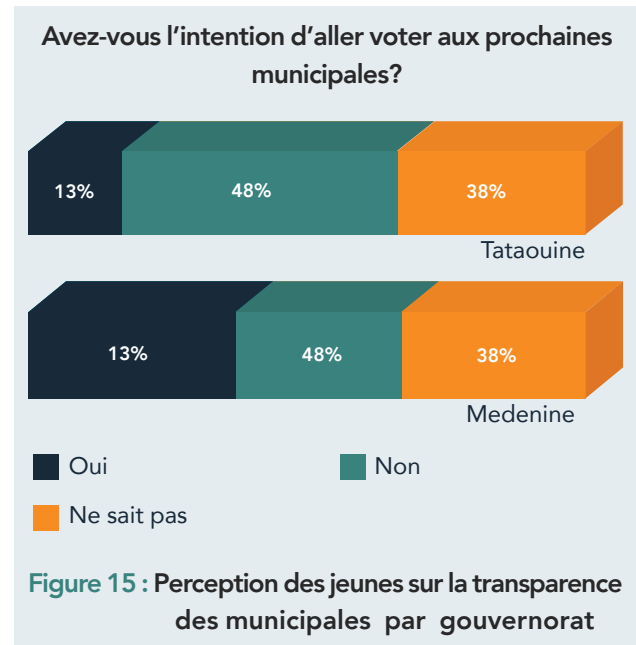
Pour ce qui est de l'intention d'exprimer leur vote, **65%** des jeunes inscrits sur les listes électorales (**43%** de tous les sondés) ont l'intention d'aller voter aux prochaines élections municipales. En revanche, **24%** des inscrits (**15%** des répondants) sont encore indécis et **11%** des inscrits (**7%** des répondants) se déclarent abstentionnistes.



On a interrogé les jeunes sur leur perception de la transparence des prochaines élections municipales. Seuls trois jeunes interrogés sur dix (**30%**) pensent que les prochaines municipales seront transparentes et crédibles, **35%** pensent l'inverse et **34%** n'ont pas d'opinion.



Les jeunes de Tataouine sont plus méfiants à ce sujet. Seulement **13%** (contre **35%** à Médénine) estiment que les prochaines élections municipales seront transparentes et honnêtes.



46% est le taux moyen de participation des jeunes sondés aux quatre dernières élections. Un taux qui n'est pas loin du taux national de participation aux mêmes élections.

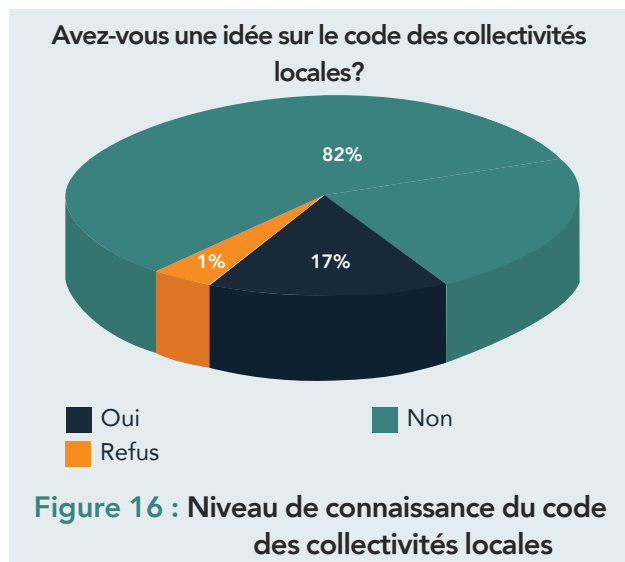
Tenant compte du taux d'inscription aux listes électorales dans la période du sondage (**45%**) et de l'intention déclarée de se rendre aux urnes le 6 mai (**65%** des inscrits), il est tout à fait possible d'envisager que la participation à la prochaine échéance électorale sera inférieure par rapport aux élections précédentes.

	Jeunes Sondés	Taux national ⁶
Législatives 2011	46%	49%
Législatives 2014	45%	48%
Présidentielles 1er tour	47%	45%
Présidentielles 2ème tour	47%	43%

2. Intérêt général envers la politique :

Bientôt deux mois avant les élections municipales⁷ le code des collectivités locales, censé concrétiser la décentralisation et renforcer le pouvoir local et régional, n'a pas été adopté par l'Assemblée des Représentants du Peuple (ARP). Un retard inquiétant et qui se traduit inévitablement par la forte méconnaissance de son contenu par les sondés.

Malgré les efforts de la société civile, le code des collectivités locales reste, en effet, inconnu pour **82%** des sondés.



Cela peut être expliqué par le faible débat public et médiatique qui a accompagné les travaux parlementaires, pourtant houleux.

Ce résultat invite également à repenser le lien entre échelon local et élus nationaux de l'ARP, dans la mesure où ces derniers pourraient jouer un rôle dans la sensibilisation de leur électorat aux travaux parlementaires.

A la question « Vous intéressez-vous à la politique en général ? », presque la moitié des jeunes sondés (**48%**) ont répondu par l'affirmative et **8%** ont confirmé avoir un grand intérêt. En revanche une bonne partie (**32%**) ont répondu par la négative et **11%** ont confirmé n'avoir aucun intérêt à la politique.

Vous intéressez-vous à la politique en général?

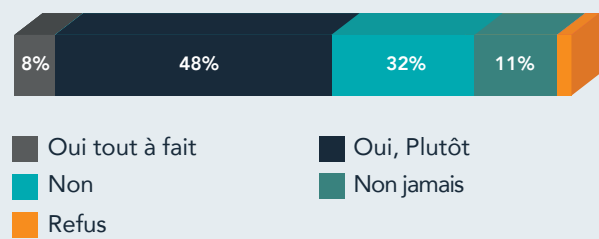


Figure 17 : Intérêt des jeunes à la politique

Fait très intéressant, parmi les abstentionnistes, **43%** déclarent avoir un intérêt à la politique. L'abstentionnisme ne peut donc pas s'expliquer comme le fruit d'un simple désintérêt envers la politique. Il est, certes lié au manque d'information et de sensibilisations aux enjeux du scrutin, mais pour un grand nombre de jeunes, il est vécu comme un acte éminemment politique de protestation.

3. Participation des jeunes à la vie sociale et politique :

Seuls **18%** des jeunes interrogés déclarent être membre au sein d'une organisation de la société civile (**3%** en tant que responsable et **15%** en tant que membre). En revanche, **80%** des jeunes sondés ne sont actifs dans aucune organisation de la société civile.

⁶Source des chiffres : RAPPORT FINAL SUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PRÉSIDENTIELLES DE 2014 (NDI) : <https://lc.cx/ARet>

⁷Ce rapport a été publié en mars 2018

Degré d'implication d'une organisation de la société civile

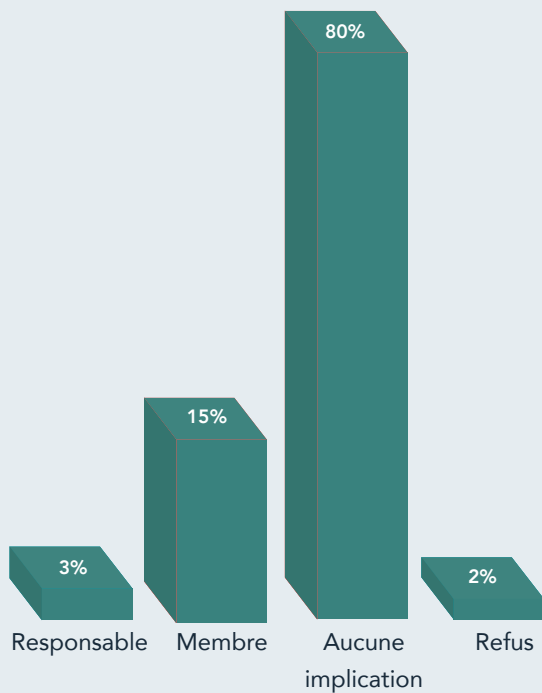


Figure 18 : Degré d'implication auprès d'une organisation de la société civile

Les jeunes âgés entre 25 et 29 ans (**23%**) et les jeunes adultes âgés entre 30 et 35 ans (**19%**), sont plus actifs dans la société civile par rapport aux jeunes âgés entre 18 et 25 ans.

Degré d'implication auprès d'une organisation de la société civile

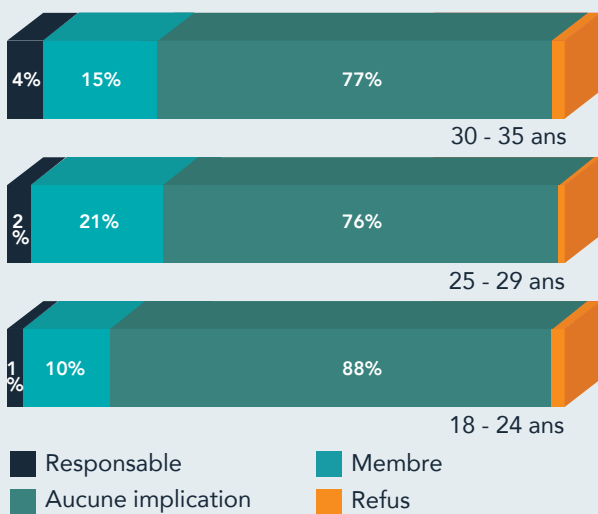


Figure 19 : Degré d'implication auprès d'une organisation de la société civile par tranche d'âge

Le taux d'engagement des jeunes dans la vie politique n'est pas meilleur. Seulement **3%** des sondés déclarent être membre d'un parti politique alors que **11%** d'entre eux s'estiment sympathisants. Mais l'écrasante majorité, **84%** des sondés, ne prennent pas part à l'action politique au sein des partis

Degré d'implication auprès d'un parti politique

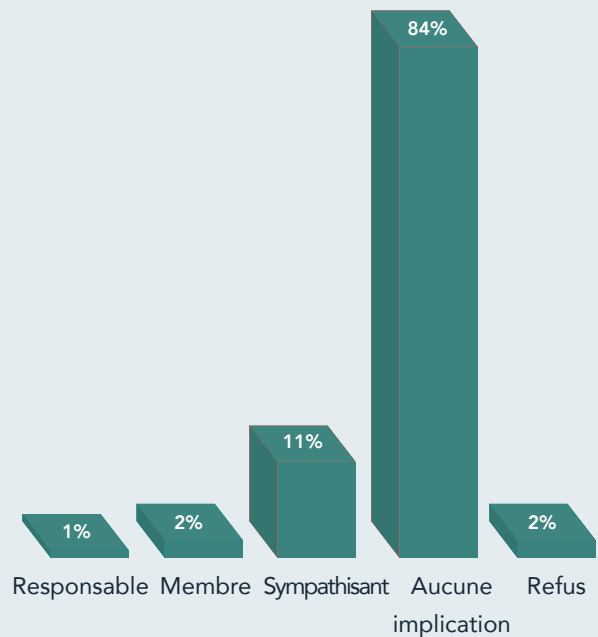


Figure 20 : Degré d'implication auprès d'un parti politique

III. LA CONFIANCE DE JEUNES ENVERS LES INSTITUTIONS ETATIQUES :

Les résultats de l'enquête révèlent une méfiance générale envers les institutions politiques.

En bas du classement du niveau de confiance accordé par les jeunes, l'on retrouve les partis politiques avec seulement **26%** de jeunes confiants. Juste au-dessus, on trouve le Président de la République avec **31%**, contre **60%** de jeunes qui estiment ne pas avoir de confiance.

La confiance envers l'Assemblée de Représentants du Peuple (l'ARP) en tant qu'institution s'élève à **32%** contre **58%** de niveau de méfiance.

Le niveau de confiance accordé par les jeunes augmente à 39% pour leurs élus de l'ARP.

Le gouvernement et le Chef du gouvernement inspirent légèrement plus de confiance, respectivement **43%** (contre **49%** de méfiance) et **46%** (contre 45% de méfiance).

Ce déficit de confiance dans les principales institutions démocratiques confirme la rupture entre les jeunes et la classe politique qui, vraisemblablement, ne jouit pas d'une image positive.

Contrairement aux institutions politiques, les médias réussissent à franchir le seuil de **50%** et inspirent ainsi la confiance de **51%** des sondés (contre **43%** de sondés méfiants).

Malgré la méfiance exprimée par les jeunes envers les institutions étatiques nationales, les délégations des unités spéciales constituent une exception relative, en ce qu'elles inspirent la confiance de **54%** des jeunes (contre **35%** de sondés méfiants). Cela peut être expliqué par une « prime à la proximité » dont bénéficient les institutions publiques les plus proches. En fait, les jeunes font plus confiance aux institutions locales, considérées comme plus accessibles.

Malgré le faible taux de participation à la vie associative (**18%**), la majorité des jeunes (**72%**) font confiance aux organisations de la société civile.

En haut du classement on trouve les forces de la police et la gendarmerie qui inspirent la

confiance de **83%** (contre **13%** de méfiance) alors que l'armée fait l'unanimité des jeunes avec **92%** de taux de confiance.

Faites-vous tout à fait, peu confiance, plutôt pas ou pas du tout confiance à chacun de ces organismes/Responsables?

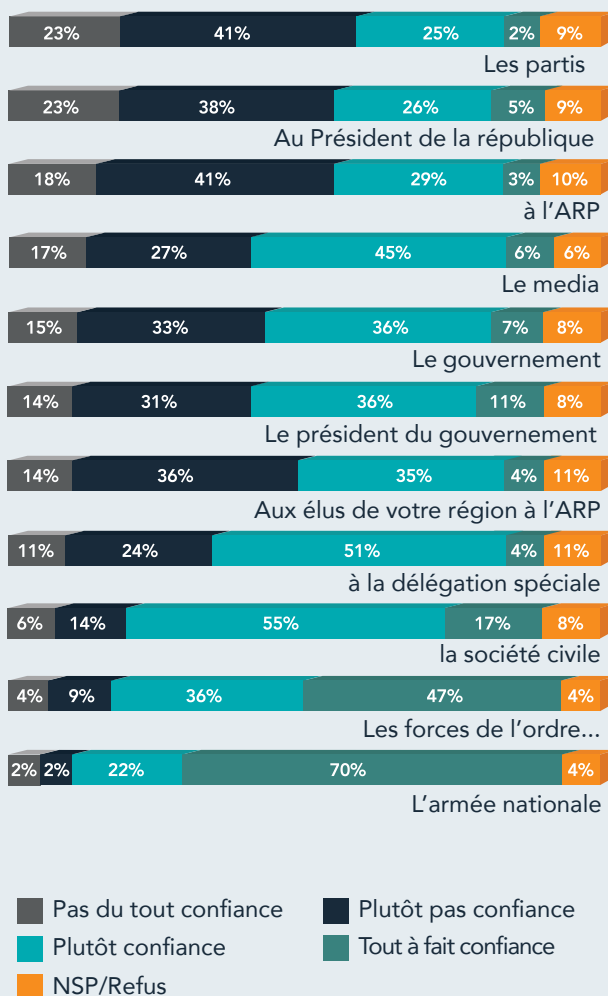


Figure 21 : Niveau de confiance envers les institutions étatiques, la société civile et le média

Dans le détail, **79%** des sondés estiment que la priorité de la classe politique actuelle ne serait pas le bien du pays, **10%** pensent le contraire.

Une telle méfiance envers la classe politique devrait être lue en lien avec la forte réticence des jeunes à s'engager dans la vie politique et sociale.

Le récent conflit entre le gouvernement et les citoyens locaux et qui s'est manifesté par le long « Sit-in El-kamour », a aussi fait l'objet du sondage.

Parmi les sondés, **79%** affirment avoir une idée sur les revendications du sit-in El-kamour bien que seulement **19%** se disent satisfaits de son dénouement. Les jeunes de Tataouine sont moins satisfaits que leurs pairs de Médenine.

En effet, **11%** des sondés à Tataouine (contre **22%** à Médenine) se déclarent satisfaits des engagements pris par le gouvernement et les sociétés pétrolières de la région.

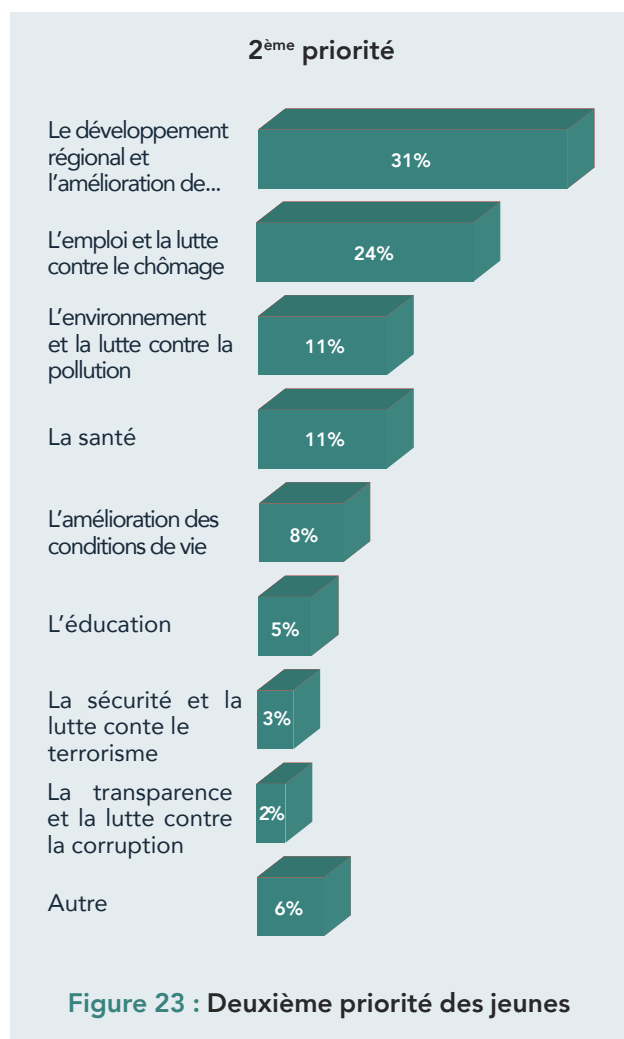
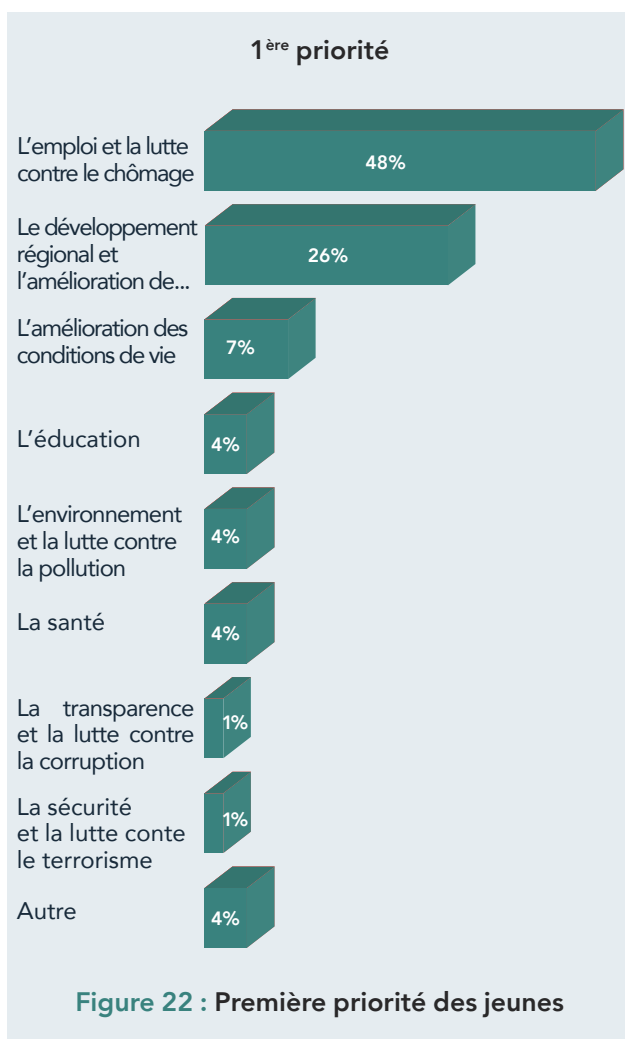
IV. LES PRIORITÉS DE JEUNES

Les jeunes sondés ont été invités à citer spontanément (sans liste de choix) trois sujets qu'ils estiment prioritaires pour les responsables politiques.

L'emploi, le développement régional et l'amélioration de l'infrastructure apparaissent comme les préoccupations principales des jeunes.

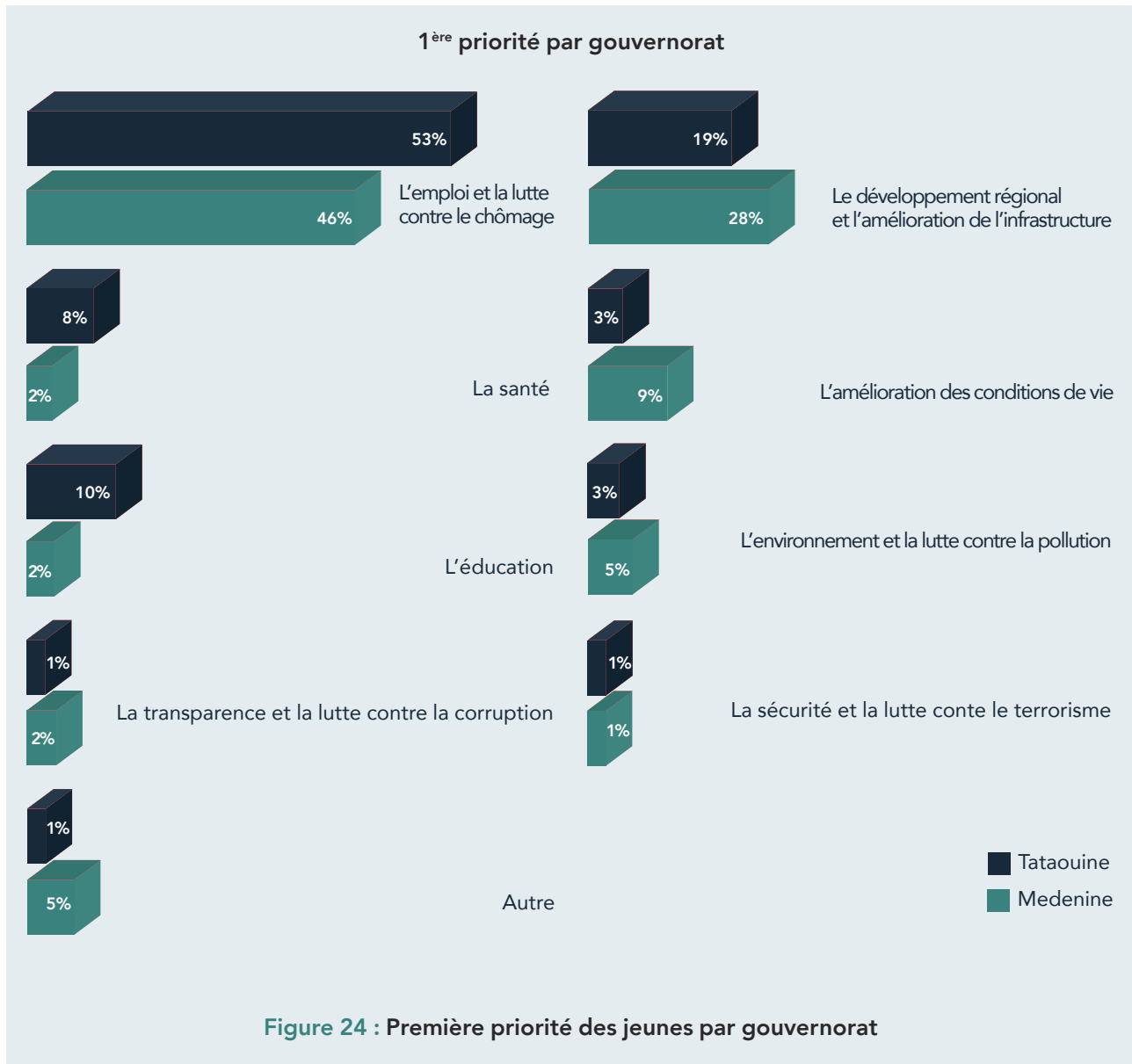
Le chômage est sans surprise au palmarès des priorités des jeunes sondés. Près d'un jeune sur deux (**48%**) cite « L'emploi et la lutte contre le chômage » comme première priorité (priorité absolue) et **24%** le cite en 2ème place. Juste après l'emploi, **26%** de jeunes citent « Le développement régional et l'amélioration de l'infrastructure » comme 1ère priorité, **32%** le cite comme 2ème. **4%** des jeunes jugent prioritaire la réforme du système éducatif, la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution et la réforme du secteur de la santé. Des enjeux qu'ils placent juste derrière l'amélioration des conditions de vie et du pouvoir d'achat.

Malgré leur écho médiatique, « La transparence et la lutte contre la corruption » (**1%**) et « la sécurité et la lutte contre le terrorisme » (**1%**) n'interviennent spontanément que pour **1%** chacune dans les préoccupations des jeunes.



Dans le détail, la majorité absolue des jeunes de Tataouine (**53%**) citent l'emploi et la lutte contre le chômage comme première priorité, ce qui est tout à fait compréhensible eu égard au taux régional de chômage qui touche **32%** des actifs (le double du taux national) et qui demeure le taux le plus élevé en Tunisie.

On remarque une disparité entre les deux gouvernorats. A titre d'exemple, à Tataouine, la réforme de l'éducation (**10%**) est considéré prioritaire devant l'amélioration des conditions de vie (**3%**).

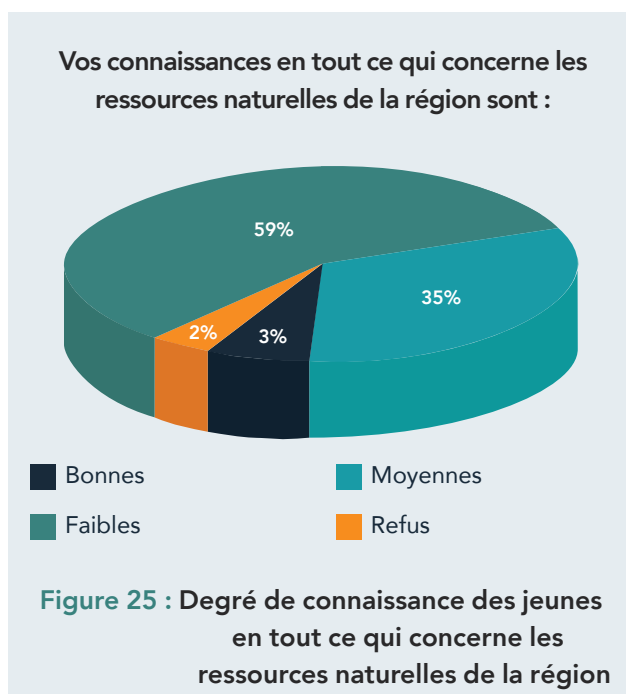


V. PERCEPTION DES RESSOURCES NATURELLES CHEZ LES JEUNES

1. Connaissance en matière de ressources naturelles :

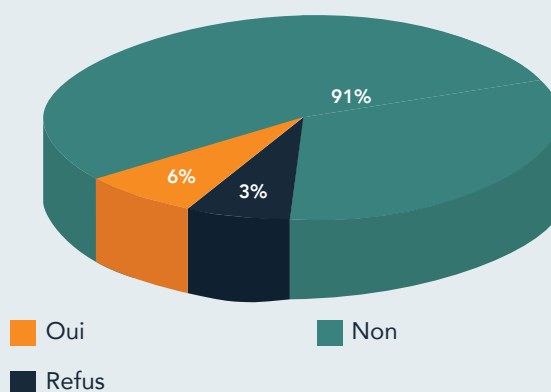
De manière générale, les jeunes sondés estiment être peu informés en matière de ressources naturelles dans leur région. **59%** des jeunes estiment faibles leurs connaissances alors que **35%** les estiment moyennes.

Seulement **3%** des jeunes estiment posséder de bonnes connaissances en matière de ressources naturelles.



A front du lancement par le ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines d'une plateforme rendant publiques certaines informations sur l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, seulement 6% des jeunes sondés déclarent avoir une idée des données publiées par le gouvernement. Un résultat qui oblige à repenser la stratégie d'information et de promotion de ce type de démarches, notamment dans des régions ayant connu d'importants mouvements sociaux revendiquant une majeure transparence sur l'exploitation des ressources naturelles.

Avez-vous une idée sur les documents et les données sur l'exploitation des ressources naturelles publiés par le gouvernement ?



De nombreuses idées reçues persistent à raison de la désinformation. Plus de quatre jeunes sur dix (**42%**) pensent que la Tunisie aurait des ressources naturelles semblables à celles de l'Algérie et la Libye.

Ils sont plus nombreux à Tataouine où **54%** des jeunes adoptent cette hypothèse contre **38%** à Médenine.

Seulement **2%** des jeunes sondés affirment avoir une idée de la manière dont l'état gère les revenus des ressources naturelles, alors que seulement **8%** affirment connaître le rôle joué par l'entreprise tunisienne d'activités pétrolières (ETAP).

2. Perception de la transparence dans la gestion des ressources naturelles :

La défiance montrée envers les institutions étatiques concerne également les sociétés d'exploitation. En effet, seuls **5%** des jeunes trouvent que le gouvernement et les sociétés d'exploitation agissent en transparence quant à la communication sur leur activités d'exploitation (quantités produites, contrats d'exploitation, plan de gestion de risques ...).

En revanche, ils sont **69%** à penser le contraire. Les jeunes pointent du doigt le cadre législatif et réglementaire de l'exploitation des ressources

naturelles. Ce sont **55%** des sondés à penser que ce cadre législatif et réglementaire ne permet pas la vigilance sur l'exploitation des ressources naturelles.

Dans le même sens, **69%** des jeunes pensent que le gouvernement ne fait pas assez d'efforts dans le contrôle et la surveillance des activités liées à l'exploitation des ressources naturelles.

Aussi, **53%** des sondés estiment que la société civile et les citoyens devraient renforcer leurs efforts de monitoring de l'exploitation des ressources de la région. Seulement, **21%** sont satisfaits de l'action de sensibilisation de la société civile dans ce domaine.



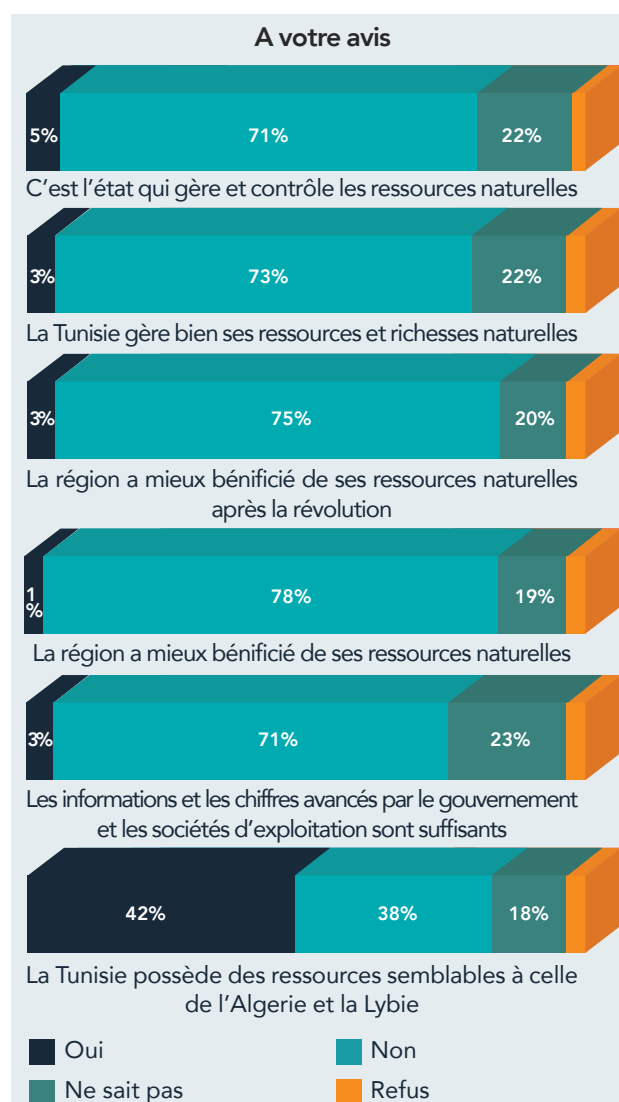
Pourtant, si la majorité des jeunes pointent du doigt le dysfonctionnement du gouvernement

et du cadre législatif, une bonne partie (**25%**) d'entre eux pense que les autorités régionales et nationales seraient en mesure d'assurer la redevabilité des sociétés d'exploitation.

3% des sondés jugent suffisantes les informations et les données avancées par le gouvernement et les sociétés d'exploitation.

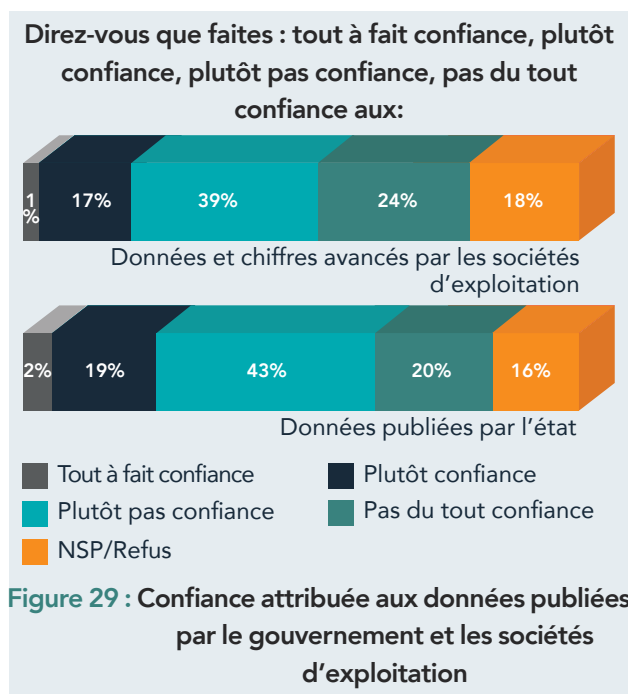
78% des jeunes estiment que les retombées des activités liées à l'exploitation des ressources naturelles ne bénéficient pas aux régions. De ce fait, **73%** des jeunes pensent que le gouvernement Tunisien gère mal ses ressources naturelles.

En matière de responsabilité, il est étonnant de relever que seulement **5%** des sondés pensent que l'Etat joue un rôle de premier plan dans la gestion et le contrôle des ressources naturelles.



Les jeunes ont également été interrogés sur leur niveau de confiance envers les chiffres et les données avancés par l'Etat et les sociétés d'exploitation.

Les résultats confirment un manque flagrant de confiance. En fait **63%** n'ont pas confiance aux données publiées par l'Etat et **64%** aux données et chiffres avancés par les sociétés d'exploitation. Cette crise de confiance peut être expliquée par l'absence d'un dialogue structuré et institutionnalisé et par l'absence des réponses aux revendications des citoyens et des organisations de la société civile.



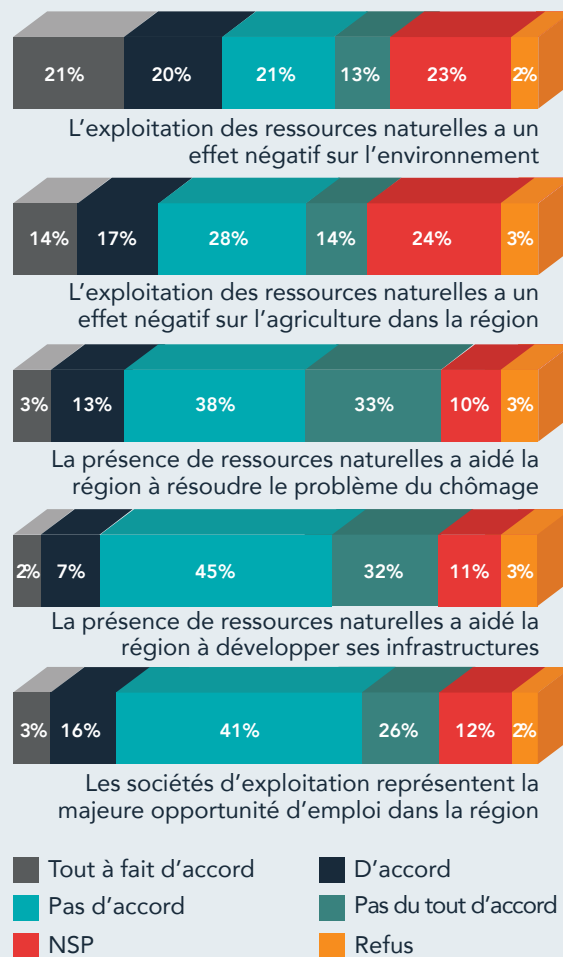
Les jeunes ont une perception négative du rôle des sociétés d'exploitation dans la région : seulement 19% des sondés trouvent que ces dernières représentent la plus importante source d'emploi dans la région.

La majorité (77%) estime que la présence des ressources naturelles n'a pas aidé au développement de la région et de ses infrastructures, ni à résoudre le problème du chômage (71%).

Sur le plan environnemental, 41% des jeunes pensent que l'exploitation des ressources naturelles a un effet négatif sur l'environnement.

Pour près d'un sondé sur trois l'exploitation des ressources naturelles a un effet négatif sur l'agriculture dans la région.

Perception des jeunes sur le rôle des sociétés d'exploitation dans la région



On a demandé aux jeunes d'évaluer le niveau de transparence des sociétés d'exploitation dans la région en attribuant une note sur une échelle allant de 1 à 5 où 1 correspond à "une absence totale de la transparence" et 5 correspond à "une transparence totale". **50%** des sondés ont attribué la note 1, **35%** la note 2, **11%** ont choisi de donner 3 comme note de transparence et **3%** ont donné les notes 4 ou 5.

Niveau de transparence des sociétés d'exploitation selon les jeunes

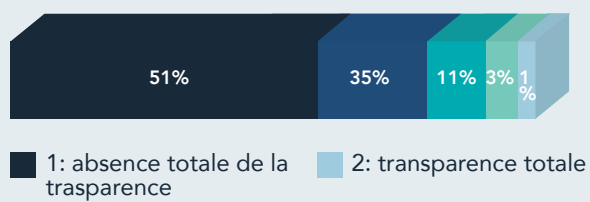
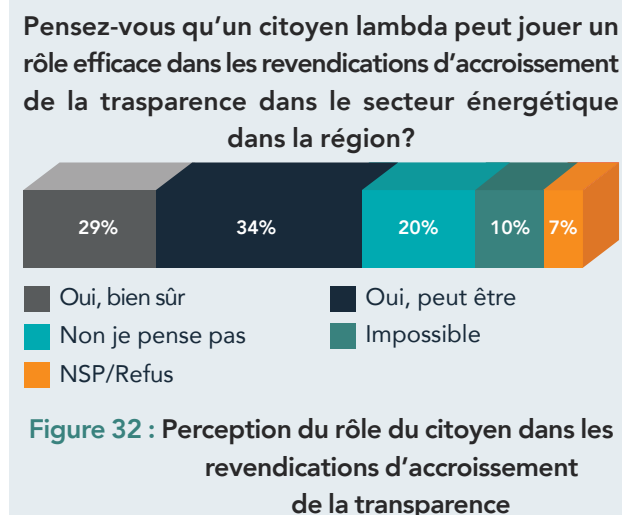


Figure 31 : Niveau des transparence des sociétés
d'exploitation selon les jeunes

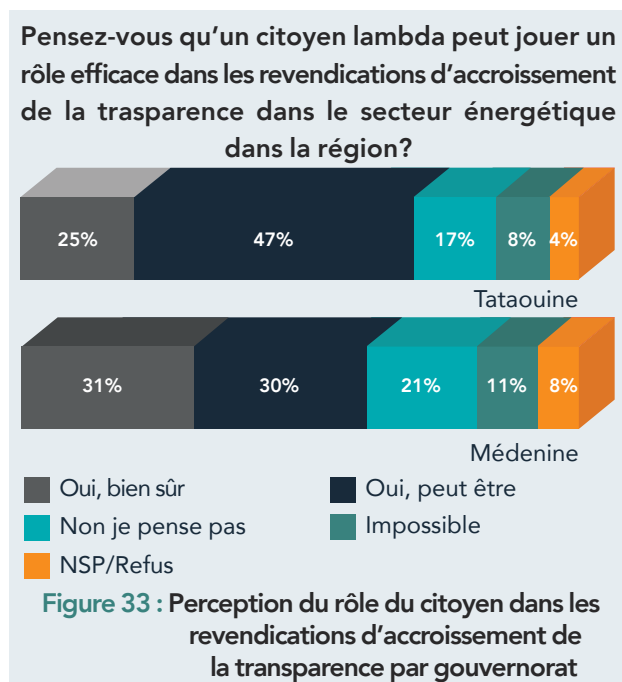
En moyenne, les sondés ont attribué **une note de 1,7 sur 5** comme niveau de transparence, une note qui confirme la perception négative des jeunes envers les sociétés d'exploitation.

VI. DEGRE D'ENGAGEMENT DES JEUNES

Malgré la méfiance généralisée, les jeunes sondés accordent encore un espoir en l'action collective et la citoyenneté. En effet, **63%** des jeunes pensent que n'importe quel citoyen peut apporter sa contribution à la lutte pour plus de transparence dans le secteur énergétique dans la région.

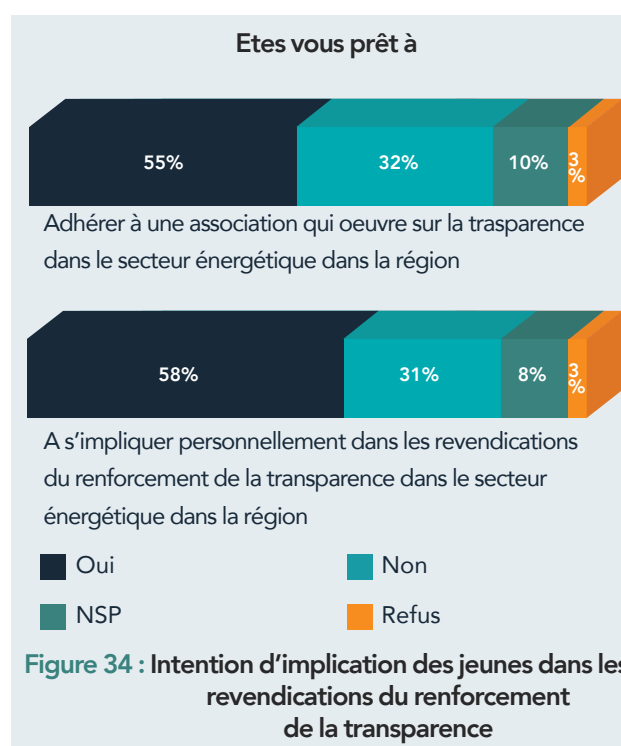


Ces sont les jeunes de Tataouine (**72%**) à croire davantage en la capacité du citoyen de susciter l'action politique. Cette donnée pourrait s'expliquer par l'effet du sit-in EL-kamour, qui a renforcé la confiance des jeunes dans leur capacité à faire entendre leur voix et à changer leur quotidien et leur avenir.



Sur la question de la transparence, les jeunes semblent très engagés : **58%** indiquent qu'ils seraient prêts à s'impliquer personnellement dans la lutte pour la transparence dans le secteur énergétique dans la région.

De même, **55%** des sondés déclarent leur souhait de rejoindre une association qui œuvre pour la transparence dans le secteur énergétique dans la région.



Ce sont encore les jeunes du gouvernorat de Tataouine qui se montrent les plus engagés par rapport à leurs voisins de Médenine.

Prêts à s'impliquer personnellement dans les revendications du renforcement de la transparence dans le secteur énergétique dans la région

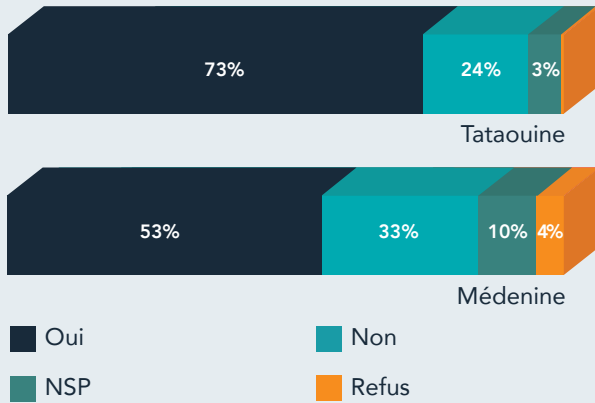


Figure 35 : Intention d'implication des jeunes dans les revendications du renforcement de la transparence par gouvernorat

Prêts à adhérer à une association qui oeuvre sur la transparence dans le secteur énergétique dans la région

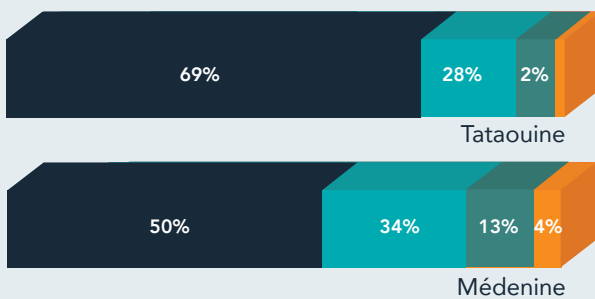


Figure 36 : Intention d'adhésion à une association qui oeuvre sur la transparence dans le secteur énergétique

RECOMMANDATIONS

- Afin de réduire la distance et la méfiance des citoyens à l'égard des pouvoirs publics, les nouveaux élus locaux se doivent de mettre en place les mécanismes de démocratie participative et de gouvernance ouverte afin de garantir la correcte participation des citoyens aux décisions relatives au développement local.
- Les lois existantes en matière de transparence et de redevabilité des entreprises du secteur extractif, bien qu'insatisfaisantes, demeurent peu appliquées. L'Etat doit renforcer le contrôle sur la gouvernance des ressources naturelles dans les régions du Sud.
- Il est nécessaire de renforcer les connaissances des jeunes, notamment dans le cadre de l'éducation nationale, concernant les acquis constitutionnels, la démocratie et la participation aux décisions politiques.
- Les organisations de la société civile, les syndicats ainsi que les parties politiques, se doivent d'être davantage présents et accessibles dans les régions du Sud, afin d'offrir aux jeunes des cadres structurés de participation à la vie politique et citoyenne.

ANNEXE I : METHODOLOGIE

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode de stratification⁸ par région et milieu (urbain, rural). L'enquête a été menée dans 2 gouvernorats : Médenine et Tataouine.

Champ de l'enquête :

La population couverte par l'enquête concerne toutes les personnes résidant à Médenine ou Tataouine en ménages.

Éligibilité et sélection :

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode de stratification par région et milieu (urbain, rural).

La méthode de sélection des individus se résume en quatre étapes :

1^{ère} étape : Partage de l'échantillon sur les deux gouvernorats cibles selon la méthode de Probabilité proportionnelle à la taille (PPT) : L'échantillon représentatif a été divisé sur les deux gouvernorats cibles (Tataouine et Médenine) et dans les deux milieux (rural et urbain). Pour des raisons de représentativité selon le milieu et le gouvernorat, un redressement a été pratiqué sur les données collectées. Il s'agit d'accorder un coefficient de redressement à chaque individu qui servira de pondération aux réponses. Cette méthode est appelée la stratification a posteriori, elle consiste à calculer des coefficients de pondération aux personnes ayant répondu à l'enquête pour caler l'échantillon à la structure de la population mère selon certains critères.

2^{ème} étape : Sélection aléatoire de délégations dans chaque gouvernorat en se basant tout en tenant compte du critère milieu. Ensuite et en se basant sur la liste de milieux ruraux/urbains on choisit les communautés cibles.

3^{ème} étape : Consiste en un sondage systématique (on choisit aléatoirement le premier ménage et les autres sont choisis selon le même schéma).

4^{ème} étape : Une fois le ménage atteint, il devait, pour être éligible, comporter au moins une personne âgée de 18 à 35 ans, résidant habituellement dans le foyer pendant la durée de l'étude.

Une seule personne participait à l'enquête au sein de chaque foyer. La sélection de cet individu parmi l'ensemble des personnes éligibles du ménage se fait par la méthode de Kish.

Elle consiste à lister l'ensemble des membres du foyer, les trier selon le genre et l'âge ensuite on tire aléatoirement l'individu à interroger à l'aide du tableau de Kish. Aucun remplacement par un autre membre du foyer n'était autorisé.

Terrain d'enquête :

- L'enquête s'est déroulée entre le 13 Novembre 2017 et le 13 Décembre 2017.
- Echantillon de 650 personnes âgées entre 18 et 35 ans avec une marge d'erreur de 3.8% et à un niveau de confiance de 95%.
- La méthode de collecte s'est appuyé sur un questionnaire papier qui a été administré en face à face, la population cible a été ainsi sollicité spontanément dans les maisons.

⁸C'est une méthode d'échantillonnage qui consiste à répartir la base de sondage en groupes homogènes (strates) selon des variables spécifiques (âge, genre, région....).

Tableau récapitulatif

Champ de l'enquête	Les gouvernorats de Médenine et Tataouine
Population cible	Les jeunes résidents à Médenine et Tataouine et âgés entre 18 et 35 ans
Thèmes principaux	Richesses naturelles - Démocratie participative - élections municipales - Perception des jeunes
Plan d'échantillonnage	Sondage aléatoire à deux degrés (ménages puis individus)
Bases d'échantillonnage	Les données de l'institut national de la statistique
Mode de collecte	Face à face
Taille de l'échantillon	650
Pondération	Poids de sondage puis post-stratification
Dates du terrain d'enquête	du 13 novembre 2017 au 13 décembre 2017

ANNEXE 2 : LE QUESTIONNAIRE (EN ARABE)

رقم الإستمارة:

بش نعطيك إحتمالات وإنت قللي كانك: متفائل برشا، متفائل و اكهو، لك متفائل ولاك متشائم، متشائم و اكهو وإلا متشائم برشا في مايخص:							
							Q01
							1-a مستقبل البلاد
							1-b مستقبل الجهة متاعك
							1-c مستقبلك الشخصي

تنجم تقلي تحس في روحك مرتبط برشا، مرتبط و اكهو، مش مرتبط وإلا مش مرتبط جملة بـ :						
Q02						
90. رفض الإجابة	80. لا أعرف	4. مش مرتبط جملة	3. مش مرتبط	2. مرتبط و اكهو	1. مرتبط برشا	
2-a تونس						
2-b الولاية اللي تنتميلها						
2-c المدينة/القرية اللي تنتميلها						

تنجم تقلي تحس في روحك مرتبط برشا، مرتبط و اكهو، مش مرتبط وإلا مش مرتبط جملة بـ :					Q03
9. رفض الإجابة	80. لا أعرف	3. ساءت	2. ماتبدلتش	1. تحسنت	

حسب رايبك، خلال الثلاث سنوات القادمة، تشوف اللي ظروف عيشك					Q04
90. رفض الإجابة	80. لا أعرف	3. بش تسوء	2. مش بش تبدل	1. بش تتحسن	

في بالك اللي فما إنتخابات بلدية في الفترة القادمة؟			Q 05-a
90 رفض الإجابة	2 لا	1 نعم	
(إنتقلا لى Q06)			

في بالك اللي تأجلت ؟				Q05-b
98 لا ينطبق	90 رفض الإجابة	2 لا	1 نعم	

تنجم تقلي في انا شهر كانت بش تصير الانتخابات البلدية على حسب علمك ؟ (التاريخ الاول قبل التأجيل)		Q05-c
.....		

شنية تعنيك الانتخابات البلدية		Q06
.....		
.....		

حسب رأيك الانتخابات البلدية:					Q07
عندها نفس اهمية الانتخابات التشريعية والرئاسية	اقل اهمية من الانتخابات التشريعية والرئاسية	أكثر اهمية من الانتخابات التشريعية والرئاسية	لا أعرف	90. رفض الإجابة	

قيدت بش تنتخب في الانتخابات البلدية؟				Q08
1 نعم	2 لا	3 مقيد مالا انتخابات الفارطة	90 رفض الإجابة	

لو كان يعاود يتحل التسجيل مستعد تمشي تقيد ؟					Q08-a
1 نعم	2 لا	3 مانعرفش	90 رفض الإجابة	98. لا ينطبق	

ناوي تمشي تنتخب في الانتخابات البلدية القادمة؟					Q08-b
1 نعم	2 لا	3 مازلت مانعرفش	90 رفض الإجابة	98. لا ينطبق	

علاش مش ناوي تمشي تنتخب؟					Q09

حسب رأيك الانتخابات بش تكون نزيهة وشفافة؟				Q10
1 نعم	2 لا	لا يعرف	90 رفض الإجابة	

شاركت في الانتخابات :				Q11
1 نعم	2 لا	3. ما كانش عندي الحق (اقل من 18 سنة، جيش، شرطة..)	90 رفض الإجابة	
a-التشريعية الاولى 2011				
b-التشريعية الثانية 2014				
c-الرئاسية الاولى				
d-الرئاسية الثانية				

عندك فكرة على مجلة الجمعات المحلية؟			Q12
1 نعم	2 لا	90 رفض الإجابة	

عندك إهتمام بالشأن العام والسياسة؟					Q13
1 نعم بصفة كبيرة	2 نعم اما مش برشا	3 لا	4 لا ابدا	90 رفض الإجابة	

Q14					ماهي درجة نشاطك في جمعية من جمعيات المجتمع المدني؟
1. مسؤول	2. عضو	3. ما عندك حتى علاقة	90 رفض الإجابة		

Q14b	1. مسؤول	2. عضو	3. متعاطف اما مش عضو	4. ما عندك حتى علاقة	90 رفض الإجابة
ماهي درجة نشاطك في حزب سياسي؟					

عندك « ثقة كبيرة » ثقة متوسطة» ما عندكش ثقة وإلا ما عندكش ثقة بالكل في الهياكل المذكورة اسفله					
Q15	1. ثقة كبيرة	2. ثقة متوسطة	3. ما عندكش ثقة	4. ما عندكش ثقة بالكل	80. لا أعرف
15a- النيابة الخصوصية / العمدة					90. رفض الإجابة
15b- نواب المنطقة بمجلس النواب					
15c- مجلس النواب					
15d- رئيس الجمهورية					
15e- منظمات المجتمع المدني					
15f- الاحزاب					
15g- الإعلام					
15h- الجيش الوطني					
15i- قوات الامن والحرس					
15j- رئيس الحكومة					
15k- الحكومة ككل					

Q16	بصفتك كمواطن شنية المواضيع اللي تعتبرها أولويات قصوى وعلى أصحاب القرار النظر فيها؟				
	1.....				
	2.....				
	3.....				

Q17	لو كان تقييم مدى معرفتك بكل مايخص الثروات الطبيعية بالمنطقة (شركات، إنتاج، عقود ...) ؟			
	90. رفض الإجابة	معرفة ضعيفة	معرفة متوسطة	معرفة ممتازة

Q18	عندك فكرة على الأرقام والوثائق الخاصة بإستغلال الثروات الطبيعية اللي تنشر فيهم الحكومة؟		
	90. رفض الإجابة	لا	نعم

حسب رأيك هل				Q19
نعم.1	لا.2	لا أعرف.80	رفض الإجابة.90	
				19a- هل تونس تمتلك ثروة طبيعية تضاهي نظيرتها بدول الجوار (ليبيا، الجزائر)
				19b- هل المعلومات و الأرقام اللي تقدمها الجهات الحكومية والشركات المستغلة للثروات الطبيعية كافية
				19c- هل المنطقة انتفعت من امتلاكها للثروات الطبيعية (غاز، نفط)
				19d- هل ارتفع مدى انتفاع المنطقة من ثرواتها الطبيعية بعد الثورة ؟

19e- هل الدولة قاعدة تستغل في ثرواتها الطبيعية بطريقة محكمة وجيدة				
19f- هل الدولة قاعدة تتحكم في ثرواتها الطبيعية				

عندك ثقة						Q20
1. ثقة كبيرة	2. ثقة متوسطة	3. ما عندكش ثقة	4. ما عندكش ثقة بالكل	80. لا أعرف	90. رفض الإجابة	

تنجم تقلي إذا كان موافق برشا، موافق، موش موافق وإلا مش موافق بالكل على الكلام التالي						Q21
1. موافق تماما	2. موافق أما مش برشة	3. ما كاش موافق	4. ما كاش موافق جملة	80. لا أعرف	90. رفض الإجابة	
						21a- الشركات المستغلة للثروات الطبيعية هي من أكبر المساهمين في التشغيل في المنطقة
						21b- وجود الثروات الطبيعية بالمنطقة ساهم في تحسين البنية التحتية
						21c- وجود الثروات الطبيعية بالمنطقة ساهم في إيجاد حلول لمشكل البطالة
						21d- وجود الثروات الطبيعية بالمنطقة أثر سلبي على القطاع الفلاحي بالمنطقة
						21e- استغلال الثروات الطبيعية بالمنطقة أثر سلبي على البيئة

عندك فكرة على مطالب اعتصام الكامور الاخير؟			Q22
1 نعم	2 لا	90 رفض الإجابة	

حسب رايت نتائج الاعتصام تعتبر:				Q23
مرضية	غير مرضية	لا أعرف	90 رفض الإجابة	

حسب رايت				Q24
				24a- هل الحكومة والشركات المستغلة للنفط والغاز بالمنطقة توفر الحد الأدنى من الشفافية في ما يخص الإنتاج والعقود
				24b- هل الإطار القانوني الموجود حاليا ينجم يعاون على مراقبة استغلال الثروات الطبيعية بالمنطقة
				24c- هل الحكومة قاعدة تقوم بدورها اللزم في مراقبة استغلال الثروات الطبيعية
				24d- هل المجتمع المدني والمواطنين قاعدين يقومو بدورهم اللزم في مراقبة استغلال الثروات الطبيعية
				24e- هل السلطات الجهوية والوطنية المعنية قادرة على إخضاع الشركات المستغلة للثروات للمساءلة

حسب رأيك شئيه المشاكل اللي يعاني منها قطاع النفط والغاز بالمنطقة ان وجدت					Q25
.....					
لو تقيمنا حسب رأيك مدى شفافية الشركات المستغلة للثروات بالمنطقة (1 إنعدام تام للشفافية 5 شفافية كلية)					Q26
5 شفافية كلية	4	3	2	1 انعدام تام للشفافية	
شئيه حسب رأيك الحلول الممكنة اللي تنجم في استغلال جيد للثروات الطبيعية بالمنطقة					Q27
.....					
عندك فكرة عن كيفية تصرف الدولة في إيرادات الثروات الطبيعية ؟					Q28
90. رفض الإجابة	80. لا أعرف	2. لا	1. نعم		
عندك فكرة على دور المؤسسة التونسية للأنشطة البترولية					Q29
90. رفض الإجابة	80. لا أعرف	2. لا	1. نعم		
هل تعتبر ان الطبقة السياسية الموجودة حاليا قاعدة تخمم وتخدم في مصلحة البلاد ؟					Q30
90. رفض الإجابة	80. لا أعرف	2. لا	1. نعم		
حسب انطباعاتك تعتقد اللي المواطن العادي ينجم يكون عنده دور فاعل في الضغط من اجل إرساء مزيد من الشفافية في قطاع الطاقة بالجهة					Q31
90. رفض الإجابة	80. لا أعرف	4. مستحيل	3. لا لا اعتقد	2. نعم ممكن	
هل انت مستعد لـ					Q32
90. رفض الإجابة	80. لا أعرف	2. لا	1. نعم		
32a- المشاركة في المطالبة بإرساء المزيد من الشفافية في قطاع الطاقة بالجهة					
32b- الانضمام إلى منظمة او جمعية تعمل من اجل الضغط لإرساء المزيد من الشفافية في قطاع الطاقة بالجهة					

أسئلة ديمغرافية

D03 - الحالة المدنية				D02 - الجنس		D01 - العمر
4. ارملة	3. مطلق	2. متزوج	1. أعزب	2. امرأة	1. رجل	

D02		شأنه مستواك الدراسي ؟
1. مقريتش		
2. تعليم أساسي		
3. تعليم ثانوي		
4. تكوين مهني		
5. المرحلة الأولى من الجامعة		
6. المرحلة الثانية من الجامعة (ماجستير، دكتوراه)		
90. رفض الإجابة		

D03 في الوقت الحالي انت	
1. تلميذ / طالب	انتقل D04
2. عاطل عن العمل / تلوج على خدمة	انتقل D04
3. تخدم شطر وقت	انتقل D04
4. تقدم وقت كامل	انتقل D03a

D03 a. شنية مهنتك الحالية؟	
1. عامل يومي/ عامل فلاح	
2. عامل عادي (قطاع عمومي او خاص)	
3. فلاح	
4. مهن حرة (صاحب محل حلاق، ميكانيكي...)	
5. موظف عادي (قطاع عمومي او خاص)	
6. إطار (قطاع عمومي او خاص)	
7. صاحب مشروع او شركة	
8. جيش/ شرطة	
9. شؤون المنزل	
10. حاجة أخرى (اذكرها)	
90. رفض الإجابة	

D04		قداش دخل العائلة في الشهر حسب التقريب ؟
1. أقل من 200 دينار		
2. بين 201 و 500 دينار		
3. بين 501 و 1000 دينار		
4. بين 1001 و 1500 دينار		
5. بين 1501 و 2500 دينار		
6. أكثر من 2501 دينار		

	80. رفض الإجابة
	90. لا أعرف

عندك انترنت في الدار				D05
90. رفض الإجابة	80. لا أعرف	2. لا	1. نعم	

المنطقة التي تسكن فيها ؟		
2. مدنية	1. ريفية	

نشكرك على وقتك نحب فقط نعلمك إلی ینجم واحدمن زملائی یعاود یزورك بش یثبت من خدمتی لذلك بریبی حاول
تجاوبوا على اسئلتو و إلا كان تنجم تعطينا نومرو تليفونك وهكاكا ینجم یثبت بالتليفون و بالطبیعة الرقم متعك مش
باش یقع استعمالو لغايات اخرى. شكرا مره اخرى.
رقم الهاتف:.....

ANNEXE 3 : PHOTOS DU SONDAGE

